



APPEL DE BABI : DÉCOLONISONS, DÉPÉNALISONS, VIVONS NOS RÊVES D'ENFANTS D'AFRIQUE.

En juillet 2023, une quarantaine d'activistes communautaires, socio-anthropologues et intellectuel(le)s africainEs issuEs et de la diaspora de 19 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest, du Centre, de l'Est et du Sud, se sont réunis à Abidjan pour partager leurs expériences sur l'impact de l'héritage colonial au sein des mouvements pour le respect des minorités sexuelles et de genre (MSG). Le fruit de ces réflexions a produit des recommandations pour des approches novatrices et décolonisées de plaidoyer menées par les communautés MSG à travers le continent.





Nous, les signataires du présent Manifeste sommes fortement convaincu.es que la liberté, la dignité humaine et la tolérance sont des valeurs africaines fondamentales qui doivent être respectées et appliquées à tous.les enfants d'Afrique, sans distinction de genre, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre.

Nous condamnons toutes les tentatives de nous étiqueter comme "agent.e.s de l'Occident": une expression qui enlève toute notre africanité et invalide nos combats légitimes. Nous dénonçons toute instrumentalisation de nos existences à des fins de pressions politiques, culturelles et civilisationnelles. Nous souhaitons désormais mener ce combat avec les moyens et les recettes conçues par nous et pour nous.

Nous sommes reconnaissants des efforts jusqu'ici consentis par nos alliés et nos partenaires pour nous permettre de vivre dans un continent où l'amour ne sera plus vu comme un crime. Pour ce faire, nous sommes convaincu.e.s qu'il est plus que jamais temps de décoloniser nos approches. Pour nous, le processus de dépénalisation est un acte concret de décolonisation. L'oppression et la criminalisation de l'homosexualité et de l'identité de genre ont longtemps été renforcées par une manipulation politique de nos vies.

Nous sommes convaincu.e.s que la liberté, la dignité humaine et la tolérance sont des valeurs africaines fondamentales qui doivent être respectées et appliquées à tous.les enfants d'Afrique, sans distinction de genre, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre.



Nous dénonçons les meurtres, les agressions, les traitements inhumains et dégradants, les détentions arbitraires et illégales dont sont victimes les minorités sexuelles et de genre en Afrique en violation de leurs droits humains élémentaires et inaliénables. Rappelant les pesanteurs qu'exercent les lois discriminatoires sur notre vécu, ce Manifeste est un vibrant appel à la décolonisation de nos approches de plaidoyer. Il appelle à l'action des personnes, de la société civile, des gouvernements africains, des partenaires bilatéraux et multilatéraux et des partenaires techniques et financiers.



La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), réunie en sa 55ème Session ordinaire tenue du 28 avril au 12 mai 2014, en Angola a voté une résolution portant sur la protection contre la violence et d'autres violations des droits humains de personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée - CADHP/Res.275(LV)2014*.

Pourtant, de 2014 à 2023, de nombreux pays africains dont l'Ouganda, le Kenya, le Ghana et la Tanzanie etc... ont adopté ou sont dans le processus d'adopter des lois discriminatoires envers les minorités sexuelles et de genre.

Ce type de lois contraires aux principes de la **Déclaration Universelle des droits de l'Homme (DUH)**, à la **Charte africaine** et à la **philosophie africaine de l'Ubuntu** sont également à l'origine de nombreuses formes d'abus et de violation de nos droits fondamentaux. Les efforts de plaidoyer jusqu'ici menés par les activistes se sont heurtés à de nombreux obstacles parmi lesquels l'idée de la perception des minorités sexuelles et de genre comme étant une importation de l'Occident.

Ce positionnement se justifie en partie parce que les outils de communication et le vocabulaire classique autour des minorités sexuelles et de genre ne reflètent pas nos réalités, nos expériences et nos aspirations. Cet état de choses légitime l'argument de la main coloniale sur nos batailles.



Pourtant, nous, activistes africains.es, disposons d'outils et d'éléments propres à notre contexte. Il est donc plus que jamais question et nécessaire de déconstruire cette perception artificielle afin d'engager un dialogue franc, juste et apaisé sur les questions de dépénalisation de l'homosexualité dans notre continent.

Malgré quelques avancées dans certains pays, **l'efficacité des minorités sexuelles et de genre dans leur capacité à articuler la lutte pour une protection contre les discriminations et les violences reste fragile.** Les victoires obtenues au cours de cette dernière décennie pour la dépénalisation de l'homosexualité aux Seychelles, Botswana, Namibie, au Gabon ou en Angola sont prometteuses.

Cependant, il y a un risque d'installation de paradigmes néo-coloniaux dans les combats en cours et à venir. Trop souvent, les communautés se voient exclues du débat public, ignorées par les autorités publiques et les instances de protection des droits humains. Le réflexe de plusieurs de nos activistes et associations est souvent de demander le secours aux pays occidentaux.

Comme résultat, les solutions à l'émancipation des minorités sexuelles et de genre sont souvent inspirées de l'extérieur, au détriment d'une réelle préparation et organisation des communautés locales dans une approche civique, ancrée dans nos réalités locales et africaines.



Les théories conspirationnistes informent la rédaction de nos lois : Le 21 Mars 2023, le parlement ougandais a voté une loi prévoyant de lourdes peines pour les personnes entretenant des rapports homosexuels et la promotion' de l'homosexualité. Cette loi prévoit la peine de mort pour des formes d'homosexualité dites 'aggravées'. Le Ghana s'achemine vers un processus similaire. Cet état de choses donne lieu au passage de nouvelles lois qui se basent essentiellement sur des notions non prouvées par les faits et qui mettent en danger une partie des citoyens africains.

L'aide au développement sous la menace d'exclure les plus vulnérables: les flux financiers de l'aide au développement (y compris les milliards de dollars américains d'aide contre le VIH/SIDA) passent souvent par des organisations confessionnelles. Ces mêmes organisations confessionnelles soutiennent des projets de loi draconiens contre les minorités sexuelles et de genre.

L'idéal panafricaniste devient de plus en plus menacé dans ses fondements: L'idéal du panafricanisme est de promouvoir l'intérêt et le bien-être de tous les enfants d'Afrique et de sa diaspora. Nous sommes tous.tes redevables de ces idéaux qui ont conduit à la création de **l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) puis de l'UA (Union Africaine) et de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)**. Nous nous inscrivons dans une logique panafricaniste et pensons que les idéaux de libération qui ont contribué à mettre fin à l'Apartheid sont toujours d'actualité. Ces idéaux s'appliquent à la libération de tous, et toutes et s'enrichissent des mouvements sociaux pour la libération des femmes, ainsi que les Minorités Sexuelles et de Genre. Comme le soutiennent les **Objectifs de Développement Durables (ODD) des Nations Unies**, le développement ne doit laisser personne en arrière.



Nous déplorons donc les discours de leaders panafricain.e.s qui dénigrent nos droits à jouir d'une pleine citoyenneté sous prétexte de différences d'orientation sexuelle ou d'identité de genre. Nous sommes les enfants du continent et entendons bien y vivre librement, y travailler librement, et le construire librement. Les religions qui sont entre autres des héritages coloniaux, ne doivent plus être utilisées pour justifier et organiser notre oppression. Nos valeurs ancestrales sont la tolérance et l'amour inconditionnel du prochain. Notre continent a connu des siècles d'esclavage et des décennies d'Apartheid. Rien ne justifie qu'aujourd'hui, les minorités sexuelles et de genre africains subissent ces mêmes types d'oppression soutenus de façon ouverte et décomplexée. Tous ceux et celles qui appellent à la haine doivent prendre conscience de leur part de responsabilité lorsqu'un homme gay est tué, une lesbienne est mutilée, une personne transgenre lapidée. Vous rendrez des comptes pour tous ces coups que nous recevons de votre appel à la violence. Notre sang est sur vos mains!



La personne homosexuelle devient le bouc émissaire et un enjeu en période électorale: Confronté.es à de nombreux défis de développement social et économique, face à la prolifération des conflits, la montée de l'insécurité, la pauvreté grandissante, la crise climatique, les politiciens manquent souvent de réponses à offrir aux populations. La tentation populiste s'impose. Avec la complicité des médias et des religieux, les politiciens populistes attirent l'attention des électeurs sur les MSG et leurs prétendus soutiens occidentaux pour gagner des voix.

La technologie et les réseaux sociaux constituent désormais des moyens inespérés pour l'expression et le militantisme. Dans plusieurs pays, les minorités sexuelles et de genre prennent à bras-le-corps ces outils. Au Nigeria et au Cameroun, malgré les sévères lois punitives sur l'expression de sujets liés aux MSG, les réseaux sociaux sont devenus des nouveaux outils d'expression pour la solidarité et l'entraide. Il en résulte une visibilité, une participation au débat que nous jugeons propices à la cohésion sociale. Cependant, nous notons également avec inquiétude que les militant.e.s anti-droits humains qui prônent la haine contre nous possèdent de fortes audiences du fait de leur appartenance à de puissantes organisations confessionnelles et politiques. Notre visibilité sur les réseaux sociaux est une façon de marquer notre présence, notre créativité et parfois, nos nombreuses frustrations du fait d'un vécu cadencé par des violences physiques, psychologiques, morales et institutionnelles.

C'est pourquoi l'appel de Babi " est une invitation à l'action :



En tant qu'individu

- Si vous êtes un.e activiste ou allié.e du mouvement, renforcez le leadership des minorités sexuelles et de genre pour une participation active dans les espaces politiques sur les questions de justice sociale;
- Si vous vous identifiez comme une minorité sexuelle et de genre, pensez à développer et à mettre à contribution vos réseaux de soutien personnels qui peuvent aider sur tous les plans. Faites un retour sur votre vécu, vos désirs et vos craintes. Lorsque faisable, n'hésitez pas à impliquer vos mères ! Ce sont souvent nos plus grandes alliées ;
- Pensez à réécrire les narratifs ambiants à travers des approches pédagogiques personnelles visant à déconstruire les stéréotypes autour de l'expression de genre et des orientations sexuelles ;
- Travaillez à mettre en évidence les actions individuelles visant à lutter efficacement contre les discours de haine et la désinformation sur les réseaux sociaux ;
- Investissez dans l'auto-apprentissage et participez aux processus démocratiques et investissez les espaces civiques de votre pays, investissez pour la prise en compte des problématiques minorités sexuelles et de genre dans les agendas politiques.



Si vous êtes une organisation de la société civile

- Diversifiez les sources de financements de vos organisations en faisant émerger la philanthropie africaine et la collecte des fonds éthiques afin de pérenniser les actions de décolonisation du plaidoyer en faveur des minorités sexuelles et de genre ;
- Produisez des savoirs sur nos communautés afin de déconstruire les perceptions et les préjugés nous concernant ;
- Appropriiez-vous des stratégies et canaux et communication afin d'influencer les discours d'incitation à la haine en direction des minorités sexuelles et de genre ;
- Créez des alliances stratégiques avec les différentes parties prenantes afin de diversifier les approches pour la dépénalisation de l'homosexualité ;
- Encouragez la participation des Organisations de la Société Civile identitaires à une réelle participation dans les processus de justice sociale et l'appropriation de l'espace civique.



Si vous êtes un Gouvernement africain:

- Dédiez 15% du budget à la santé des populations conformément aux recommandations de l'accord d'Abuja, assurez-vous qu'une partie de ces financements soutiennent pleinement les organisations de la société civile qui œuvrent dans la santé sexuelle et reproductive ainsi que la promotion du droit à la santé ;
- Soutenez les systèmes existants de veille communautaires et prenez en compte leurs recommandations permettant de suivre la rédition des compte du Gouvernement face aux Traités et Conventions signés/ ratifiés relatifs à la non-discrimination des minorités sexuelles et de genre;
- Engagez-vous auprès des commissions chargées de la justice, du genre des droits humains au Parlement en vue de les sensibiliser sur la discrimination des minorités sexuelles et de genre ;
- Abroger les lois discriminatoires envers les minorités sexuelles et de genre et adopter des lois conformes aux principes de respect et dignité humaine afin de garantir la protection des droits de tous les enfants d'Afrique.



Aux partenaires bilatéraux et multilatéraux:

- Mettez en place un cadre de collaboration franc basé sur les spécificités des pays en assurant une flexibilité dans la gestion des cas des activistes en danger ;
- Mettez en place des mesures permettant une gestion équitable du droit à l'image des activistes conformément aux principes d'éthique lors des rencontres avec ces activistes ;
- Assurez un engagement réel des acteurs multilatéraux sur les enjeux et problématiques concernant les minorités sexuelles et de genre ;
- Mettez en place un système permettant de contrôler l'objet des financements que vous octroyez aux Organisations de la Société Civiles, y compris confessionnelles afin d'éviter de soutenir implicitement les mouvements qui visent à nous invisibiliser et à nous tuer ;



Aux donateurs et philanthropes

- Simplifiez les procédures et les conditions de demande et d'octroi de financement d'urgence aux organisations identitaires lors des crises ;
- Mettez fin à l'instrumentalisation des organisations (création de la concurrence à travers d'autres organisations de la société civile) ;
- Mettez fin aux ruptures subites et injustifiées des financements ;
- Cessez l'instrumentalisation des organisations de la société civile à des fins de communication ;
- Améliorez votre système de soutien aux organisations qui luttent contre la stigmatisation et les discriminations en misant sur la flexibilité dans les procédures d'aide d'urgence, la réactivité en cas d'escalade de la violence et la proximité avec les activistes.



En définitive, nous sommes conscient.es que notre combat pour la justice sociale à travers ce manifeste se heurtera inévitablement aux mouvements conservateurs guidés par une certaine vision de la religion ou de la culture.

Mais nous tenons à réitérer notre appartenance au continent africain et réaffirmons notre attachement aux valeurs africaines de l'Ubuntu que sont le respect de la diversité, la tolérance et l'amour du prochain. Des milliers d'entre nous ont déjà perdu la vie face aux actes barbares, inhumains et aux différents abus que nous faisons face au quotidien sous le couvert des lois discriminatoires et des normes sociales néfastes. De trop nombreuses familles pleurent leurs enfants victimes de haine homophobe dans tous les pays du continent.

Il est temps que cela cesse. Il faudrait que chacun.e prenne ses responsabilités, que nos organisations et nos gouvernements mettent en œuvre un ensemble d'actions visant à nous protéger et à protéger ceux et celles qui s'engagent pour la tolérance et les droits des minorités sexuelles et de genre. Les partenaires bilatéraux, multilatéraux et les partenaires au développement doivent changer le paradigme dans la collaboration qu'ils entretiennent avec nous. Les réponses doivent à présent venir de nous à travers des approches décolonisées.

L'Afrique a besoin de nous, nous sommes tous.tes ses enfants!

Point de contact : coordinationagcsplus@coalitionplus.org

